



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 3699

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Patrick Braouezec, pour le groupe de la Gauche démocrate et. Républicaine.
M. Patrick Braouezec. Monsieur le Premier ministre, le 28 septembre dernier, le Parlement européen a adopté le paquet visant à renforcer la gouvernance économique, qui abandonne encore un peu plus les États membres aux intérêts européens, eux-mêmes dictés par les seuls impératifs financiers.

Au moment où nos concitoyens sont dans l'attente d'une reprise en main par le politique, vous continuez de courber l'échine devant les agences de notation et répondez à tous les plans d'austérité qui nous sont imposés. Or, il est possible de faire autrement.

Oui, nous pouvons décider de cesser de réduire les dépenses publiques essentielles pour la grande majorité de la population et indispensables à une relance économique.

Oui, nous devons augmenter les impôts sur les hauts revenus, baisser la TVA - l'impôt le plus injuste - sur les produits de première nécessité, taxer fermement les transactions et la spéculation financières indécentes.

Le blocage des salaires, la réduction du nombre des fonctionnaires, l'augmentation des licenciements et du nombre des chômeurs, la remise en cause des prestations sociales, la baisse du pouvoir d'achat, la hausse des prix et des loyers saignent profondément nos concitoyens, dans tous les secteurs de la vie quotidienne, sans que la dette ou le déficit public soient jamais résorbés. Rien n'y suffira.

Cette politique de défense des intérêts des plus riches érigée en vertu économique ne répond qu'à des logiques de court terme qui ne satisferont personne : ni Bruxelles, ni le FMI, ni les agences de notation et encore moins nos concitoyens, dépossédés de leur avenir et de leur représentation politique.

Ma question est donc simple : quand et comment comptez-vous prendre enfin des mesures qui répondent à l'intérêt général en refusant le seul diktat des marchés financiers ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, l'ensemble du Gouvernement est entièrement mobilisé derrière le Président de la République et le Premier ministre pour lutter contre la crise. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Daniel Paul. C'est bien ce qui nous inquiète !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Nous agissons dans trois directions.

Tout d'abord, pour sauver la zone euro, un pacte franco-allemand sera proposé à nos partenaires européens, lors du Conseil européen du 9 décembre.

Ensuite, nous aidons les entreprises pour accompagner et sauver l'emploi. Avec François Baroin, nous avons en effet réuni l'ensemble des administrations de l'État afin d'étudier la manière dont elles peuvent aider les entreprises en difficulté sur le territoire national. J'ai ainsi demandé à l'administration fiscale d'étaler les dettes fiscales des entreprises qui se retrouveraient temporairement en difficulté de trésorerie. J'ai également demandé que l'État règle immédiatement toutes les factures de moins de 5 000 euros - soit 90 % de ses factures - à ses fournisseurs, car, pour une petite entreprise, il est important que les factures soient réglées en temps réel.

M. Patrick Braouezec. C'est la moindre des choses !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Avec Xavier Bertrand, dès le mois de juillet, lorsque nous nous sommes aperçus que la croissance ne serait peut-être pas au rendez-vous, nous avons réactivé les dispositifs de protection pour l'emploi des plus fragiles,...

M. Philippe Plisson. Quelle efficacité !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...pour les jeunes, les licenciés économiques et les chômeurs de longue durée. Enfin, nous agissons en faveur de la réduction des déficits et le désendettement, car c'est la seule solution pour rétablir une croissance durable.

Alors, arrêtez les caricatures, monsieur le député : le Gouvernement est sur tous les fronts pour protéger les Français ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Braouezec](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3699

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 novembre 2011